



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 29 JUIN 2018

L'an deux mille dix huit, le vingt neuf juin , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BONIZ Jean-Jacques, BRIANT Hervé, COJEAN Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, GODET Nathalie, JEZEQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

Secrétaire de séance

FLOCH Jean-Bernard

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
LE TYRANT Jean-Claude (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)
GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à ANDRÉ Robert)
CORNILY Karine (pouvoir à MORVAN Henri)
CORRE Michel (pouvoir à BESCOND Yvon)
CYRILLE Yves (pouvoir à MORVAN Marie-Claude)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
HERROU Monique (pouvoir à MAILFERT Gilles)
MOULLEC Yvan (pouvoir à TANGUY Anne)
RIOU Michel (pouvoir à TRMAL Marie-France)

Absents

BERVAS Viviane, CANN Joël, LE GUEN Jean-René

Conseil de Communauté du 29 juin 2018

Délibération n° DCC2018_020

Objet	PLUi : choix de l'EPCI en faveur d'un contenu "modernisé" en application du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Urbanisme
Thème	PLUi

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté, compétente en matière de documents d'urbanisme, élabore son premier Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), prescrit par délibération du conseil de Communauté du 11 décembre 2015.

1. Evolution du code de l'urbanisme

Le code de l'urbanisme a été fortement remanié au 1^{er} janvier 2016.

Initiée par l'ordonnance du 23 septembre 2015, la recodification du code de l'urbanisme - principalement son livre Ier - s'est achevée par la publication de deux décrets relatifs à la partie réglementaire : n°2015-1782 et n°2015-1783 du 28 décembre 2015.

Le principal changement : le règlement du PLUi

Le second décret intéresse d'avantage le PLUi, dans la mesure où il tend à clarifier la structure réglementaire du document, permettant ainsi une refonte et une modernisation du règlement.

Cette refonte et cette modernisation vise à :

- redonner du sens au règlement, qui doit d'abord être au service du projet,
- sécuriser certaines pratiques innovantes dans l'écriture des règlements,
- permettre davantage de souplesse et adaptation au contexte en renforçant les outils à dispositions des collectivités.

Le nouveau règlement du PLUi se veut plus souple. Il est désormais structuré en 3 chapitres, qui répondent chacun à une question :

I. Usage des sols et destination des constructions : destinations, sous destinations, usages, nature d'activités et mixité > Où et quoi puis-je construire ?

II. Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : volumétrie, implantation, espaces non bâtis, stationnement > Comment j'insère ma construction dans son environnement ?

III. Equipements et réseaux : condition de desserte des terrains par les voiries et les réseaux > Comment je m'y raccorde ?

Parmi les autres changements opérés dans le règlement, les destinations des constructions ont été précisées. L'ancien article R.123-9 du code de l'urbanisme visait 9 types de destinations possibles. Le nouvel article R.151-27 du code de l'urbanisme prévoit 5 destinations différentes qui pourront être déclinées en 21 sous-destinations selon l'article R. 151-28.

D'autres évolutions sont apportées par ce décret comme :

- l'allègement du rapport de présentation des documents d'étude nécessaires à l'établissement du

diagnostic,

- la mise en place de trois types d'orientations d'Aménagement et de Programmation (sectorielles, patrimoniales et sans règlement),
- ou encore, la création d'un statut juridique aux schémas et illustrations.

2. L'intégration des évolutions

Les PLU ou PLUi lancés ou révisés à compter du 1^{er} janvier 2016 bénéficient de cette réforme.

Pour les procédures d'élaboration ou de révision générale en cours initiées avant cette date, ce qui est le cas du PLUi de la Communauté, les dispositions issues du décret s'appliqueront "uniquement si une délibération du conseil de Communauté ou du conseil municipal se prononçant en faveur de l'intégration du contenu modernisé du PLU intervient au plus tard lors de l'arrêt du projet".

Afin de ne pas élaborer un document qui dès son approbation serait obsolète, il est proposé d'opter pour l'intégration des dispositions de ce décret dans le cadre de l'élaboration du PLUi en cours.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.123-1-5 et L.123-3-1,

Vu les statuts de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 11 décembre 2015 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 18 juin 2018

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 29 mai 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique :

Approuve l'intégration à la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté en cours, des dispositions du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatives à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme.

Signé par :
Patrick Leclerc
Date : 03/07/2018
Qualité :
PRESIDENT

